

CONFIDENTIEL

**ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2025- 441**  
**du - 8 DEC. 2025**

**complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 modifié autorisant la société SAS EPC France (anciennement NITRO-BICKFORD) à poursuivre l'exploitation de ses installations sises au lieu-dit « Bois de Cheuby » sur la commune de Sainte-Barbe**

Le Préfet de la Moselle,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

**VU** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2005 modifié relatif à l'agrément des organismes chargés de réaliser les études de sûreté dans les installations de produits explosifs et aux caractéristiques de ces études ;

**VU** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2005 fixant les règles techniques de sûreté et de surveillance relatives à l'aménagement et à l'exploitation des installations de produits explosifs ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 modifié autorisant la société NITRO-BICKFORD pour la poursuite de l'exploitation de ses installations sis au lieu-dit « Bois de Cheuby » sur la commune de Sainte-Barbe ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2011-DLP/BUPE-479 du 19 décembre 2011 autorisant la société EPC France à exploiter en lieu et place de la société NITRO-BICKFORD les dépôts d'explosifs et de détonateurs au lieu-dit « Bois de Cheuby » à Sainte-Barbe ;

**VU** le porter à connaissance de modifications notables transmis par la société EPC France le 16 septembre 2021 au préfet de la Moselle, relatif à la modification du local de dégroupage, des obligations de débroussaillage, de protection contre la foudre et des prescriptions relatives aux mesures de bruit, ainsi qu'à la prise en compte des évolutions réglementaires concernant la sûreté des dépôts pyrotechniques ;

**VU** la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers et le complément au porter à connaissance de modifications notables (abandon de la demande de modification des obligations de débroussaillage) d'avril 2025, transmis au préfet de la Moselle par courrier du 5 mai 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations du 4 novembre 2025 ;

**VU** le courrier préfectoral et le projet d'arrêté portés à la connaissance de l'exploitant le 18 novembre 2025, pour observations éventuelles ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté complémentaire, dans le délai imparti ;

**Considérant** les conclusions du réexamen de l'étude de dangers du dépôt d'explosifs de Cheuby sur la commune de Sainte-Barbe d'avril 2025 susvisé ;

**Considérant** que les nouvelles dispositions de conception et les dispositions organisationnelles envisagées sur le local de dégroupage ne remettent pas en cause les quantités mises en jeu pour le calcul des scénarios majorants et de fait que les zones de sécurité des dépôts vis-à-vis de l'environnement du site reste inchangées ;

**Considérant** que pour l'ensemble des raisons mentionnées ci-dessus, les modifications demandées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications demandées ne constituent pas une extension nécessitant la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**Considérant** ainsi que les modifications demandées ne présentent pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** toutefois que ces modifications nécessitent d'être encadrées par des prescriptions complémentaires ;

**Considérant** qu'un avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société SAS EPC France (n° SIREN : 722 049 129), dont le siège social est situé 4 rue Saint-Martin à Saint-Martin-De-Crau (13310), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation des dépôts d'explosifs et de détonateurs situés au lieu-dit « Bois de Cheuby » sur le territoire de la commune de Sainte-Barbe.

## Article 2 – Situation administrative

Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié susvisé sont modifiés comme suit :

### « Article 1<sup>er</sup>

La société SAS EPC France (n° SIREN : 722 049 129), dont le siège social est situé 4 rue Saint-Martin à Saint-Martin-De-Crau (13310), est autorisée à poursuivre l'exploitation des dépôts d'explosifs et de détonateurs situés au lieu-dit « Bois de Cheuby » sur le territoire de la commune de Sainte-Barbe :

- un dépôt d'explosifs de capacité totale 120 tonnes composé de 4 cellules de capacité unitaire de 30 tonnes,
- un dépôt de détonateurs de 240 000 unités, soit 240 kg de matière active,
- à l'intérieur du dépôt de détonateurs et en plus des 240 kg ci-dessus, une zone de préparation dédiée de 10 000 unités, soit 10 kg de matière active, aménagée conformément au dossier déposé le 16 septembre 2021 complété le 5 mai 2025, puisqu'il est procédé dans cette zone à l'ouverture de boîtes de détonateurs.

### Article 2 - Classement

Rubrique	Désignation	Capacité	Régime*
<b>4220-1</b>	Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.	4 cellules de 30 tonnes maxi, soit un total de 120 tonnes  1 dépôt de détonateurs de 240 kg maxi (hors zone de préparation)  1 zone de préparation de 10 kg maxi installée au sein du dépôt de détonateurs	<b>A</b>

\* A : Autorisation

L'établissement relève de la directive SEVESO III. L'établissement est seuil haut en sens de l'article R.511-11 du code de l'environnement par dépassement direct du seuil SEVESO haut pour la rubrique 4220.

### Article 3 – Conformité à l'étude de dangers en vigueur

Les équipements et l'exploitation seront conformes aux termes et documents du dossier de la dernière mise à jour de l'étude de dangers, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté. »

### Article 3 – Télésurveillance

Les articles 16 et 17 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié susvisé sont modifiés comme suit :

#### « Article 16

Pendant les heures d'ouverture des installations, les dépôts sont placés sous la surveillance générale d'un préposé responsable nommément désigné par l'exploitant.

En complément, la surveillance des locaux pyrotechniques est assurée en permanence par une société de surveillance au moyen du dispositif de télésurveillance décrit dans l'étude de sûreté des installations. Toute alarme transmise par les systèmes de protection des dépôts sera automatiquement répercutée par une centrale auto-protégée au poste de veille de la société de surveillance et donnera lieu à un traitement systématique dans les plus brefs délais selon les consignes préétablies avec l'exploitant.

La société de surveillance n'alertera la gendarmerie qu'après avoir vérifié, par les moyens qui lui sont propres (levée de doute) la réalité de l'agression.

#### Article 17

L'autorisation d'utiliser un dispositif de télésurveillance, résultant de l'article 16, ne vaudra que tant que les conditions et les moyens décrits par l'exploitant pour l'emploi de ce dispositif demeurent conformes aux arrêtés du 13 décembre 2005 relatifs à :

- l'agrément des organismes chargés de réaliser les études de sûreté dans les installations de produits explosifs et aux caractéristiques de ces études ;

- fixant les règles techniques de sûreté et de surveillance relatives à l'aménagement et à l'exploitation des installations de produits explosifs.

Elle est susceptible d'être rapportée à tout moment pour des motifs de sécurité. »

#### **Article 4 – Protection foudre**

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006-AG/2-108 du 21 mars 2006 est abrogé.

Les articles 47 et 48 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié susvisé sont modifiés comme suit :

##### « Article 47

Les installations soumises à autorisation au titre de la réglementation des installations classées sous la rubrique 4220 sont aménagées conformément aux recommandations de l'Étude Technique Foudre afin d'atteindre le niveau de protection requis par l'Analyse du Risque Foudre (2010) relative à la protection contre les effets directs et indirects de la foudre.

##### Article 48

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au présent arrêté fera l'objet tous les ans d'une vérification suivant l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et dans les conditions prévues dans la « Notice de vérification et de maintenance SPF » associée à l'Étude Technique Foudre (2021).

Cette vérification devra également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures. »

#### **Article 5 – Bruit**

L'article 58 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié susvisé est modifié comme suit :

##### « Article 58

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. »

#### **Article 6 – Organisation et exploitation des dépôts**

Les articles 66 et 73 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié susvisé sont modifiés comme suit :

##### « Article 66 – Dépôt de détonateurs et zone de préparation

La quantité de détonateurs contenue dans le « stockage dormant » du dépôt igloo est strictement limitée à 240 000 unités et 240 kg.

La quantité de détonateurs contenue dans la zone de préparation installée dans le dépôt igloo est strictement limitée à 10 000 unités et 10 kg.

En prenant en compte le « stockage dormant » et la zone de préparation, la quantité totale d'explosifs contenue dans le dépôt igloo s'élève au maximum à 250 000 unités et 250 kg.

##### Article 73 – Conditions d'exploitation

La manipulation et la distribution d'explosifs est interdite à l'intérieur des 4 cellules du dépôt d'explosifs. L'ouverture des caisses de détonateurs est interdite dans la partie réservée au « stockage dormant » du dépôt igloo. Cette opération ne peut s'effectuer que dans la zone de préparation installée dans ce même dépôt.

La manipulation et la distribution des détonateurs ne doivent être confiées qu'à des personnes expérimentées, choisies et nommément désignées par le préposé responsable du dépôt. Ces opérations auront lieu conformément à une consigne affichée à l'intérieur du dépôt.»

## **Article 7 – Plans d'urgence**

Les articles 81 à 89 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié susvisé sont modifiés comme suit :

### Article 81 – Plan d'opération interne (POI)

Le Plan d'Opération Interne (POI) des dépôts de CHEUBY définit les mesures d'organisation, méthodes d'intervention et moyens que l'exploitant mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées, au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et au SIDPC. Le préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.

### Article 82 – Actualisation du POI

Après chaque modification, le plan actualisé est transmis à l'inspection des installations classées, au SDIS et au SIDPC.

### Article 83 – En cas d'accident

En cas d'accident sur les installations régies par le POI, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un PPI par le préfet. Il prend en outre, à l'extérieur de son établissement, les mesures urgentes de protection de l'environnement prévues au POI et au PPI, en application de l'article R741-22 du code de la sécurité intérieure.

### Article 84 – Mesures d'urgence

Les mesures d'urgence prises en application de l'article L 515-41 du code de l'environnement incombent à l'exploitant. Elles concernent notamment :

- la diffusion de l'alerte auprès des entreprises voisines et des populations voisines. A cet égard, l'exploitant disposera d'une sirène dont la portée sera d'au moins 1577 mètres (elle pourra être déclenchée à partir de plusieurs points du site). Cette sirène sera conforme au décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national,
- l'interruption de la circulation sur les infrastructures de transport et l'éloignement des personnes du voisinage du site,
- l'interruption des réseaux et des canalisations publics au voisinage du site.

### Article 85 – Obligation de l'exploitant en cas d'accident

L'exploitant est tenu de fournir au préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

### Article 86 – Exercice

Un exercice annuel permettra de vérifier les moyens décrits dans ce Plan d'Opération Interne et la mise en œuvre des mesures d'urgences décrites ci-dessus. Les thèmes des exercices seront soumis au préalable à l'inspection des installations classées et au SDIS.

### Article 87 – Mise à disposition d'un PC opérationnel

Cet article est abrogé.

### Article 88 – Information de la population

L'exploitant distribuera à la population, par l'intermédiaire des municipalités concernées, une plaquette d'information explicitant les principales dispositions à prendre et à observer en cas d'accident. Avant sa distribution, cette plaquette sera présentée à l'inspection des installations classées et au SIDPC.

Cette plaquette comportera les informations minimales suivantes :

1. Nom de l'exploitant et adresse de l'établissement.
2. Identification par sa fonction, de la personne fournissant les informations.
3. Confirmation du fait que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires et/ou administratives d'application de la directive SEVESO III et que la notification prévue à l'article 6 paragraphe 3 ou le rapport de sécurité prévu à l'article 9 paragraphe 1 a été transmis(e) à l'autorité compétente.
4. Explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement.



5. Dénomination commune ou, dans le cas de substances dangereuses relevant de l'annexe I partie 2, nom générique ou catégorie générale de danger des substances et préparations se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses.
6. Informations générales sur la nature des risques d'accidents majeurs, y compris leurs effets potentiels sur la population et l'environnement.
7. Informations adéquates sur la manière dont la population concernée sera alertée et tenue au courant en cas d'accident majeur.
8. Informations adéquates sur les mesures que la population concernée doit prendre et sur la conduite qu'elle doit tenir en cas d'accident majeur.
9. Confirmation de l'obligation qui est faite à l'exploitant de prendre des mesures adéquates sur le site et notamment de prendre contact avec les services d'urgence pour faire face à des accidents majeurs et en limiter le plus possible les effets.
10. Mention du plan d'urgence externe élaboré pour faire face à tous les effets hors site d'un accident, accompagnée de l'invitation à suivre toutes les instructions ou consignes des services d'urgence au moment d'un accident.
11. Précisions relatives aux modalités d'obtention de toute information pertinente, sous réserve des dispositions relatives à la confidentialité prévue par la législation nationale.

#### Article 89 – Distances d'isolement

Un périmètre de protection est instauré autour des dépôts.

Les distances d'isolement définies par les dommages prévisibles aux personnes et dégâts prévisibles aux biens sont les suivantes :

Désignation de la zone. (ZI en mètres)	Probabilité P1		Probabilité P0
	Dépôt d'explosifs (30 tonnes)	Dépôt de détonateurs (250 kg)	Camion (16 tonnes) + Dépôt d'explosifs (30 tonnes) : 46 tonnes
Blessures mortelles dans plus de 50 % des cas et dégâts très graves (Z1)	155	31	178
Blessures graves pouvant être mortelles et dégâts importants (Z2)	249	50	287
Blessures et dégâts moyens et légers (Z3)	466	94	537
Possibilité de blessures et dégâts légers (Z4)	684	139	788
Très faibles possibilités de blessures légères et dégâts très légers (Z5)	1367	277	1577

L'entrée dans les zones de danger Z1 et Z2 dues aux dépôts doit être matérialisée sur la route d'accès. »

#### **Article 8 – Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Sainte-Barbe et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Moselle, pendant une durée minimale de quatre mois : publications-publicité légale installations classées et hors installations classées - arrondissement de Metz.

## **Article 9 - Délais et voies de recours**

*En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :*

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés. Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

## **Article 10**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le maire de Sainte-Barbe, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EPC France.

A Metz, le - 8 DEC. 2025

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

Jérôme Seguy

